



Westminster & City News

NUMÉRO 27

Du 3 au 9 juillet 2020

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

INDICATEURS MACROECONOMIQUES & FINANCES PUBLIQUES

Le Chancelier a présenté le 8 juillet un bouquet de mesures de soutien à l'emploi et à l'activité s'élevant à 30 Mds£ – Parmi les mesures clés de son intervention ont été annoncées une subvention de 1000 £ (*Job Retention Bonus*) à destination des employeurs pour chaque employé *furloughed* retournant au travail jusqu'à fin janvier 2021, la création du *Kickstart Scheme* subventionnant la totalité du salaire des 16-24 ans nouvellement employés (contrat hebdomadaire d'au moins 25 heures au salaire minimum), et des subventions versées aux entreprises qui créent des stages et des places d'apprentissage. Par ailleurs, le gouvernement a annoncé la réduction temporaire de la TVA de 20 % à 5 % du 15 juillet 2020 au 12 janvier 2021 pour les secteurs de l'hôtellerie-restauration et du divertissement, ainsi qu'une remise de 50 % qui sera accordée du lundi au mercredi au mois d'août aux clients des établissements de restauration dans une limite de 10 £ par personne pour des repas pris sur place. Enfin, R. Sunak a mis en place des subventions pour les rénovations énergétiques des bâtiments.

La productivité britannique a ralenti au T1 2020 – La productivité par heure a diminué de 0,6 % et la productivité par tête s'est contractée de 3,1 % au T1 en glissement annuel, reflétant l'impact des dispositifs de chômage partiel qui ont réduit le nombre d'heures travaillées (- 1,2 %). La valeur ajoutée brute s'est contractée de 1,7 %, alors que le nombre de travailleurs a augmenté de 1,4 %. La baisse de productivité par heure a été principalement tirée par les services non-financiers, dont l'immobilier (- 10,5 %), les services de tourisme (- 22,6 %) et les services informatiques (- 33,2 %). En comparaison, la productivité du secteur manufacturier n'a diminué que de 1,4 %. Les activités de diffusion audiovisuelle et de recherche scientifique ont par contre vu leur productivité augmenter, de 28 % et 18,9 % respectivement.

La reprise d'activité reste timide pour les commerces non-essentiels – Les ventes de voitures sont restées décevantes en juin, s'établissant à -19,2 % en glissement annuel (g.a), alors que les producteurs automobiles essayent de rattraper le retard des commandes du T1. L'indice composite de confiance des consommateurs de GfK pointe vers un niveau de ventes de voitures toujours 10 % en dessous de leur niveau pré-covid au second semestre. Les commerces non-essentiels ont observé un pic de reprise des ventes la semaine de leur réouverture, qui se sont établies à -7,1 % en g.a contre - 20,5 % en moyenne le mois précédent d'après le cabinet comptable BDO, mais cette tendance a ralenti dès la semaine suivante, avec une contraction de 15,5 % des ventes en g.a. Les indices de mobilité reflètent également une reprise lente : les données d'Apple indiquent que les demandes d'itinéraires automobiles étaient, la première semaine de juillet, 7,5 % en dessous de leur niveau au 15 janvier. Aux Etats-Unis et en Allemagne, les demandes d'itinéraires étaient supérieures de 35 % pour les mêmes périodes considérées.

Le marché immobilier reste affaibli – En juin, les prix immobiliers ont diminué de 0,1 % par rapport à mai, portant à -0,9 % leur baisse entre avril à juin. La réouverture du marché en mai s'est traduite par une augmentation des transactions immobilières de 16 % entre avril et mai, mais le niveau reste toujours 50 % inférieur par rapport à mai 2019. Le nombre de prêt hypothécaires approuvés a diminué de 41 % en mai, après une chute de 72 % en avril, et en baisse de 86 % par rapport à l'année dernière. Les perspectives de ventes se sont cependant améliorées en juin, l'enquête réalisée par RICS indiquait une balance nette des demandes d'achats à + 61, contre – 7 en mai, et des recherches en ligne qui dépassaient leur niveau pré-covid. La suppression du droit de timbre annoncée par le Chancelier pour les achats de propriété en-dessous de 500 000 £ devrait également stimuler le marché : du 8 juillet 2020 au 31 mars 2021, les achats immobiliers dont la valeur est inférieure à 500 000 £ seront exemptés de droit de timbre (jusqu'ici le seuil concernait les biens d'une valeur inférieure à 125 000 £).

POLITIQUE COMMERCIALE

Liam Fox devient le candidat officiel du RU pour le poste de directeur général de l'OMC – Le gouvernement a mis en avant l'engagement de l'ancien ministre du commerce international pour le multilatéralisme et l'amélioration des règles commerciales en vigueur à l'OMC. Le Royaume-Uni a également indiqué son expérience étendue en politique internationale. L'OMC avait annoncé plus tôt dans l'année la démission de son directeur général actuel, R. Azevedo, après sept années de service. Les 8 candidats devront présenter dans les prochaines semaines leur vision pour l'organisation internationale ; pour être nommé au poste, le candidat-élu devra faire consensus parmi tous les pays membres.

ACTUALITÉ FINANCIÈRE

REGLEMENTATION FINANCIERE & MARCHES FINANCIERS

L'absence de progrès sur les évaluations d'équivalence financière inquiète les fonds d'investissement britanniques – Le dépassement de l'échéance du 30 juin fixée par l'UE et le RU pour achever les évaluations techniques de leurs régimes réglementaires respectifs a prolongé les incertitudes quant à l'accès au marché européen pour les gestionnaires d'actifs britanniques. Cité dans le *Financial Times*, le président de l'Investment Association Chris Cummings a exhorté les deux blocs à terminer leurs évaluations d'équivalence le plus vite possible. Selon lui, les fonds d'investissement ont, au cours du dernier mois, accéléré leurs préparations pour faire face à la potentielle perte d'accès au marché européen après le Brexit. La prolongation du climat d'incertitude pourrait les inciter à transférer de nombreuses ressources vers l'UE afin de se préparer à cette éventualité. Selon un autre expert, les incertitudes pèsent davantage sur les acteurs de petite taille sans succursales en UE. Certains attendront « jusqu'à la dernière minute » avant d'envisager d'engager le processus d'agrément auprès d'un régulateur national européen.

L'autorité de la concurrence (CMA) pourrait lancer une investigation approfondie sur le rachat de Broadway par ION – Lors des trois dernières années, le fournisseur de données ION, domicilié en Irlande, a investi plus de 3 Mds£ dans ses infrastructures financières à travers le rachat de Fidessa, Mergermarket et Dealogic. En février, le groupe avait acheté des participations lui donnant le contrôle sur son concurrent américain Broadway, principalement actif sur les marchés des devises et des obligations. Après une enquête préliminaire, la CMA a estimé que cette transaction pourrait affaiblir la concurrence sur le marché des données relatives aux obligations souveraines britanniques. Selon l'autorité, le groupe consolidé détiendrait 25 % du marché, devenant ainsi le fournisseur de données de la plupart des négociants principaux (« *primary dealers* ») qui participent à l'émission d'obligations souveraines. La CMA a donné cinq jours à ION pour répondre aux questions soulevées dans son enquête, sans quoi le groupe pourrait faire face à une investigation plus poussée. Comme le note le *Financial Times*, la CMA est devenue cette année de plus en plus interventionniste en matière de fusions-acquisitions.

La PRA amende ses exigences en matière de fonds propres Pilier 2A (P2A) – En décembre 2019, le comité de politique financière de la BoE (FPC) avait annoncé sa volonté de remonter le taux du coussin contra-cyclique (CCyB) exigible dans un environnement de risque standard de 1 % à 2 %. Si le taux du CCyB a ensuite été réduit à 0 % en mars, la PRA note qu'elle maintiendra le taux prévu dans un environnement standard à 2 %. Pour compenser cette augmentation du taux structurel, la PRA propose de réduire les exigences en fonds propres P2A. Les effets combinés de ces mesures maintiendront selon le superviseur la capacité totale d'absorption des pertes globalement constante dans un environnement standard. Par ailleurs, la PRA entend augmenter son propre coussin (« *PRA buffer* ») pour toutes les entreprises bénéficiant de la réduction des exigences P2A, et ce jusqu'à ce que le taux CCyB remonte à 2 %. La PRA note que le FPC prévoit de maintenir le CCyB à 0 % pendant au moins 12 mois, précisant que « toute augmentation ne devrait pas entrer en vigueur avant mars 2022 ».

La PRA lance une consultation pour étendre la garantie temporaire de dépôts exceptionnels – La garantie des dépôts fournie par le « *Financial Services Compensation Scheme* » (FSCS) sur les soldes élevés temporaires (« *Temporary High Balances* ») protège en temps normal les dépôts des particuliers entre 85 000 £ et 1 M£ pour une période de six mois s'ils proviennent de certains événements (achat et vente de propriétés résidentielles, versements d'assurance-vie, etc). En raison de la crise liée au Covid-19, la PRA propose d'étendre la période de la couverture sur les soldes élevés temporaires de six à douze mois à compter du jour de dépôt. Ceci permettrait notamment de protéger les dépôts élevés n'ayant pas pu être investis par les particuliers en raison de la volatilité à l'œuvre sur les marchés financiers ou de la suspension du marché immobilier. La couverture de douze mois sera applicable à toutes les sommes perçues jusqu'au 31 janvier 2021.

Les services financiers continuent de subir les effets de la crise du COVID-19 – Dans une [enquête](#) menée auprès de plus de 100 institutions financières, la *Confederation of British Industry* et PwC ont constaté que les volumes d'affaires ont diminué, pendant la période de confinement, de 12 % en moyenne par rapport aux niveaux normaux, soit leur chute la plus rapide jamais enregistrée. La faiblesse des échanges, combinée à une augmentation des prêts non performants, a fait chuter la rentabilité à un rythme jamais enregistré depuis la crise financière de 2008 et occasionné des destructions d'emplois au rythme le plus rapide de la décennie. Presque tous les sous-secteurs ont enregistré une chute des bénéfices, à l'exception des compagnies d'assurance. Malgré cela, un cinquième des entreprises interrogées se disent plus optimistes quant à la situation générale par rapport à avril, tandis que 45 % le sont moins. Du côté des autres industries, les plans d'investissement ont atteint leur niveau le plus bas depuis huit ans et demi, les dépenses en terrains, bâtiments, véhicules et machines étant toutes susceptibles d'être remises en cause.

BANQUES & ASSURANCES

La FCA propose de prolonger des mesures de soutien financiers aux particuliers – Après avoir coordonné la prolongation des moratoires de paiements pour les prêts à l'habitat, les cartes de crédit et les prêts personnels, la FCA a proposé au secteur bancaire d'étendre les mesures de soutien aux souscripteurs des crédits suivants : prêts automobiles, « *buy-now-pay-later* » (BNPL), « *rent-to-own* » (RTO) et crédits sur gage (« *pawnbroking* »). Les clients dont le moratoire va prendre fin seront encouragés à reprendre les paiements s'ils sont en capacité de le faire. Toutefois, les clients en difficulté pourront demander à leur banque d'étendre le moratoire, ou de reprendre les remboursements à taux réduit, pour trois mois supplémentaires. Les particuliers n'ayant pas encore bénéficié de ces mesures auront jusqu'au 31 octobre pour en faire la demande ; l'interdiction sur la repossession des biens pour les clients de prêts automobile ou de crédits RTO restera par ailleurs en vigueur jusqu'au 31 octobre. Enfin, la FCA propose à ce que le score de crédit des particuliers bénéficiant de ces mesures ne soit pas affecté. Les banques devraient donner leur aval aux propositions de la FCA d'ici la semaine prochaine.

AUDIT

Les Big Four ont jusqu'à 2024 pour engager la séparation opérationnelle de leurs activités d'audit et de conseil – Le *Financial Reporting Council* attend de PwC, EY, Deloitte et KPMG la communication de leurs plans de mise en œuvre d'ici le 23 octobre 2020. Ils devront comprendre notamment des dispositions permettant une protection des auditeurs contre toute influence qui pourrait venir du reste de l'entreprise ainsi que des mesures visant à éviter que le montant des profits distribués aux associés ne dépasse de manière récurrente les bénéfices de la division audit elle-même. Cette décision intervient à la suite de vives critiques du secteur de l'audit impliqué dans les faillites d'entreprises, comme Wirecard, Carillion et Thomas Cook. Alors que les principaux concernés s'engagent à mettre en œuvre la décision du FRC, les partisans d'une refonte complète des activités d'audit n'y voient qu'une mesure cosmétique et à la mise en œuvre beaucoup trop longue (2024). Elle ne prévoirait qu'une séparation opérationnelle de la division d'audit des autres parties du cabinet, les mouvements de personnel et d'associés entre les deux divisions restant toujours possibles.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Londres (adresser les demandes à londres@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

Directeur de la publication : Jean-Christophe Donnellier
Service économique régional de Londres
Ambassade de France au Royaume-Uni

Adresse : 58 Knightsbridge, London, SW1X 7JT

Rédigé par : Raphaël Bousquet, Marianne Carrubba, Jeanne Louffar et Pierre Serra

Revu par : Thomas Ernoult

Version du 9 juillet 2020

TABLEAU DE CONJONCTURE

ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Indicateurs*		Croissance T1 2020	Moyenne sur 3 ans
PIB en glissement annuel		-1,5%	1,2%
PIB en glissement trimestriel		-2,0%	0,1%
PIB par habitant		-2,1%	0,0%
Inflation (IPC)		1,7%	2,3%
Evolution de la demande		-1,0%	0,0%
	Consommation	-1,7%	0,1%
	Dépenses publiques	-2,6%	0,2%
	Exportations (B&S)	-10,8%	0,3%
	Importations (B&S)	-5,3%	0,2%
Evolution de la production	Secteur manufacturier	-1,7%	-0,3%
	Secteur de la construction	-2,6%	0,0%
	Secteur des services	-1,9%	0,2%
Parmi les services	Finance et assurances	0,0%	-0,4%
	Ventes au détail	-1,7%	0,4%

MARCHÉ DU TRAVAIL

Indicateurs		T1 2020	Moyenne sur 3 ans
Taux de chômage		3,9%	4,1%
Taux d'emploi		76,6%	75,8%
Nombre d'heures travaillées	(moyenne hebdomadaire)	31,4	32,0
Productivité horaire**	Croissance annuelle	0,5% (T4 2019)	0,0%
Salaires nominaux	Croissance annuelle	0,0%	0,7%
Salaires réels	Croissance annuelle	-0,4%	0,2%
Revenu disponible par habitant	Croissance annuelle	0,0%	0,0%
Taux d'épargne des ménages		6,2% (T4 2019)	6,0%

FINANCES PUBLIQUES

Indicateurs	T1 2020 (% du PIB)	Moyenne sur 3 ans
Déficit public (hors actifs bancaires)	-2,5%	-2,3%
Dette du secteur public (hors actifs bancaires)	93,5%	83,6%
Investissement public net	-2,2%	-2,1%

COMMERCE EXTERIEUR

Indicateurs		T1 2020 (% du PIB)	Moyenne sur 3 ans
Balance courante		-2,1%	-4,3%
Balance des B&S		-0,4%	-1,4%
Balance des biens		-4,9%	-6,5%
Balance des services		4,5%	5,1%
Taux de change (moyenne trimestrielle)	GBP/EUR	1,16	1,14
	GBP/USD	1,28	1,30

Source : ONS

* Tous les taux de croissance sont calculés en termes réels et corrigés des variations saisonnières.

** Les données concernant la productivité, le revenu disponible, le taux d'épargne et la balance courante ont un trimestre de retard

*** Les données proposées dans ce tableau concernent le dernier trimestre disponible et les taux de croissance sont calculés sur 3 mois (sauf PIB g.a.). Elles peuvent donc différer des données évoquées dans les brèves si la période n'est pas la même.